

Rapport financier semestriel

1^{er} semestre 2014

Communication Extérieure

Afrique du Sud
Algérie
Allemagne
Arabie Saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Canada
Chili
Chine
Colombie
Corée
Costa Rica
Croatie
Danemark
Emirats Arabes Unis
Espagne
Estonie
Etats-Unis
Finlande
France
Guatemala
Hongrie
Inde
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Mexique
Norvège
Oman
Ouzbékistan
Panama
Pays-Bas
Pologne
Portugal
Qatar
République Dominicaine
République Tchèque
Royaume-Uni
Russie
Salvador
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Thaïlande
Turquie
Ukraine
Uruguay

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

- **Chiffre d'affaires ajusté en hausse de 3,3 % à 1 304,8 millions d'euros**
- **Croissance du chiffre d'affaires organique ajusté en hausse de 4,0 %, avec un bon 2^{ème} trimestre (+5,3 %)**
- **Marge opérationnelle ajustée de 263,5 millions d'euros, en baisse de 1,6 %**
- **Résultat d'exploitation ajusté, avant charges de dépréciation, de 131,1 millions d'euros, en baisse de 6,0 %**
- **Résultat net part du Groupe, avant charges de dépréciation, de 79,1 millions d'euros, en baisse de 9,9 %**
- **Cash-flow disponible ajusté de 101,3 millions d'euros, en hausse de 62,9 %**
- **Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté du troisième trimestre 2014 attendue légèrement inférieure à celle du premier semestre**

JCDecaux SA (Euronext Paris : DEC), numéro un mondial de la communication extérieure, a publié le 31 juillet 2014 ses résultats pour le premier semestre 2014.

A la suite de l'application de la norme IFRS 11 depuis le 1^{er} Janvier 2014, les données présentées ci-dessous sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des sociétés sous contrôle conjoint et sont, par conséquent, comparables aux données historiques. Merci de vous référer au paragraphe « Données ajustées » en pages 4-5 de ce document pour la définition de ces données ajustées ainsi que pour la réconciliation avec les données IFRS.

COMMENTAIRES SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES

CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2014 est en hausse de 3,3 % à 1 304,8 millions d'euros contre 1 263,5 millions d'euros au premier semestre 2013. En base organique (i.e. en excluant l'impact négatif lié à la variation des taux de change - notamment dans les marchés émergents - et l'effet positif lié aux variations de périmètre), le chiffre d'affaires ajusté est en augmentation de 4,0 %. La croissance du chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de 3,4 % au premier semestre 2014.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de 4,7 % à 730,7 millions d'euros, soit une croissance organique de 5,3 % par rapport au deuxième trimestre 2013. Le chiffre d'affaires publicitaire ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de 4,9 % en organique au deuxième trimestre 2014.

Chiffre d'affaires ajusté

M€	2014			2013			Variation 14/13		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	260,3	337,3	597,6	255,7	310,7	566,4	+1,8%	+8,6%	+5,5%
Transport	216,7	266,4	483,1	206,9	258,0	464,9	+4,7%	+3,3%	+3,9%
Affichage	97,1	127,0	224,1	103,1	129,1	232,2	-5,8%	-1,6%	-3,5%
Total	574,1	730,7	1 304,8	565,7	697,8	1 263,5	+1,5%	+4,7%	+3,3%



JCDecaux SA

Siège Social : 17, rue Soyer - 92200 Neuilly-sur-Seine - France - Tél. : +33 (0)1 30 79 79 79

Royaume-Uni : 991 Great West Road, Brentford - Middlesex TW8 9DN - Tél. : +44 (0) 208 326 7777

www.jcdecaux.com

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 412 674,05 euros - 307 570 747 RCS Nanterre - FR 44307570747

Croissance organique du chiffre d'affaires ajusté ^(a)

	Variation 14/13		
	T1	T2	S1
Mobilier Urbain	+2,5%	+6,3%	+4,6%
Transport	+7,3%	+7,1%	+7,2%
Affichage	-8,2%	-1,0%	-4,2%
Total	+2,3%	+5,3%	+4,0%

a. A périmètre et taux de change constants

Chiffre d'affaires ajusté par zone géographique

M€	S1 2014	S1 2013	Croissance	Croissance organique ^(a)
Europe ^(b)	362,1	356,3	+1,6%	+2,7%
France	304,2	299,9	+1,4%	+1,4%
Asie-Pacifique	286,6	279,4	+2,6%	+7,6%
Royaume-Uni	150,6	143,9	+4,7%	+1,0%
Reste du Monde	124,8	98,0	+27,3%	+20,0%
Amérique du Nord	76,5	86,0	-11,0%	-7,0%
Total Groupe	1 304,8	1 263,5	+3,3%	+4,0%

a. A périmètre et taux de change constants

b. Hors France et Royaume-Uni

Merci de noter que les commentaires ci-dessous, relatifs aux zones géographiques, concernent l'évolution du chiffre d'affaires organique.

Mobilier Urbain

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2014 est en hausse de 5,5 % à 597,6 millions d'euros (+4,6 % en organique). L'Europe (incluant la France et le Royaume-Uni) est en hausse. L'Asie-Pacifique est quasi stable, l'Amérique du Nord est en baisse et le Reste du Monde est en forte croissance.

Au premier semestre, le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de 4,8 % comparé au premier semestre 2013.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a augmenté de 8,6 % à 337,3 millions d'euros, soit une croissance organique de 6,3 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente. Cette amélioration séquentielle par rapport au premier trimestre (+2,5 %) reflète des conditions de marché légèrement plus favorables en Europe.

Le chiffre d'affaires publicitaire organique ajusté, hors vente, location et maintenance, est en hausse de 6,7 % au deuxième trimestre 2014 par rapport au deuxième trimestre 2013.

Transport

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre 2014 augmente de 3,9 % et s'établit à 483,1 millions d'euros (+7,2 % en organique). L'Europe (incluant la France et le Royaume-Uni) affiche une bonne croissance. L'Asie-Pacifique reste dynamique. Le Reste du Monde continue d'être en forte croissance dans la plupart des marchés. L'Amérique du Nord est en baisse.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté a progressé de 3,3 % à 266,4 millions d'euros comparé au deuxième trimestre de l'année précédente (+7,1 % de croissance organique).

Affichage

Le chiffre d'affaires ajusté du premier semestre est en baisse de 3,5 % à 224,1 millions d'euros (-4,2 % en organique). L'Europe (incluant la France et le Royaume-Uni) demeure difficile. Le Reste du Monde est en baisse, ce qui reflète la situation à Moscou où le démontage de quelque 5 000 panneaux illégaux a commencé avec du retard. Cependant, le démontage de ces panneaux est maintenant terminé et nous attendons donc une amélioration des taux d'occupation au deuxième semestre.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires ajusté est en baisse de 1,6 % à 127,0 millions d'euros comparé au deuxième trimestre de l'année précédente (-1,0 % en organique).

MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE ⁽¹⁾

Au premier semestre 2014, la marge opérationnelle ajustée du Groupe diminue de 1,6 % à 263,5 millions d'euros contre 267,8 millions d'euros au premier semestre 2013. La marge opérationnelle ajustée représente 20,2 % du chiffre d'affaires, soit 100 points de base de moins que l'année précédente.

	S1 2014		S1 2013		Variation 14/13	
	(M€)	% du CA	(M€)	% du CA	Variation (%)	Taux de marge (pb)
Mobilier Urbain	177,8	29,8%	169,8	30,0%	+4,7%	-20bps
Transport	70,7	14,6%	69,2	14,9%	+2,2%	-30bps
Affichage	15,0	6,7%	28,8	12,4%	-47,9%	-570bps
Total	263,5	20,2%	267,8	21,2%	-1,6%	-100bps

Mobilier Urbain: Au premier semestre 2014, la marge opérationnelle ajustée augmente de 4,7 % à 177,8 millions d'euros. Elle représente 29,8 % du chiffre d'affaires, soit 20 points de base de moins qu'au premier semestre 2013, ceci étant lié à plusieurs facteurs, notamment le renforcement de nos structures régionales dans certaines zones à forte croissance.

Transport: Au premier semestre 2014, la marge opérationnelle ajustée augmente de 2,2 % à 70,7 millions d'euros. Elle représente 14,6 % du chiffre d'affaires, soit 30 points de base de moins qu'au premier semestre 2013. Cette diminution est principalement liée à de nouveaux contrats qui n'ont, pour l'instant, pas atteint leur chiffre d'affaires normatif, notamment aux Etats-Unis et dans certains de nos pays à forte croissance.

Affichage: Au premier semestre 2014, la marge opérationnelle ajustée diminue de 47,9 % à 15,0 millions d'euros. Elle représente 6,7 % du chiffre d'affaires, soit une diminution de 570 points de base comparé au premier semestre 2013. Ceci reflète, d'une part, la diminution du chiffre d'affaires organique en Europe continentale et, d'autre part, la situation en Russie, où l'augmentation des loyers liée aux nouveaux contrats de 10 ans à Moscou n'a pas pu être compensée par une augmentation du chiffre d'affaires en raison du retard pris par la ville pour le démontage de quelque 5 000 panneaux illégaux. Enfin, la situation géopolitique dans la région rend également l'activité difficile.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AJUSTÉ ⁽²⁾

Au premier semestre 2014, le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation diminue de 6,0 %, et s'établit à 131,1 millions d'euros, contre 139,5 millions d'euros au premier semestre 2013. Il représente 10,0 % du chiffre d'affaires, soit 100 points de base de moins qu'au premier semestre 2013 (11,0 %). La consommation de pièces détachées augmente légèrement au premier semestre 2014 par rapport au premier semestre 2013. Les dotations aux amortissements et provisions, nettes des reprises, sont en hausse et les autres produits et charges opérationnels augmentent légèrement.

Les tensions géopolitiques actuellement en cours en Ukraine ont conduit, à la suite de la réalisation de tests de perte de valeur, à une charge de dépréciation de 4,5 millions d'euros. Ceci est partiellement compensé par une reprise de provisions de 1,1 million d'euros. Le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation s'établit à 127,7 millions d'euros comparé à 139,2 millions d'euros au premier semestre 2013.

RÉSULTAT FINANCIER ⁽³⁾

Au premier semestre 2014, le résultat financier est de -15,6 millions d'euros contre -11,9 millions d'euros au premier semestre 2013. La variation est principalement liée à l'impact de l'évolution des taux de change sur certains de nos emprunts en devises.

SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE ⁽⁴⁾

Au premier semestre 2014, le résultat des sociétés mises en équivalence est de 25,3 millions d'euros contre 30,0 millions d'euros au premier semestre 2013, cette diminution étant principalement attribuable à Russ Outdoor.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Au premier semestre 2014, le résultat net part du Groupe avant charges de dépréciation diminue de 9,9 % et s'établit à 79,1 millions d'euros, contre 87,8 millions d'euros au premier semestre 2013.

Après l'impact des charges de dépréciation, le résultat net part du Groupe diminue à 75,4 millions d'euros comparé à 87,5 millions d'euros au premier semestre 2013.

INVESTISSEMENTS AJUSTÉS

Au premier semestre 2014, les investissements nets ajustés (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions) sont en ligne avec nos attentes et s'élèvent à 71,0 millions d'euros, comparés à 87,2 millions d'euros au premier semestre 2013.

CASH-FLOW DISPONIBLE AJUSTÉ ⁽⁵⁾

Au premier semestre 2014, le cash-flow disponible ajusté est de 101,3 millions d'euros comparé à 62,2 millions d'euros au premier semestre 2013. Cette augmentation est due à des investissements plus faibles, à l'évolution favorable de la variation du besoin en fonds de roulement et à la baisse des impôts payés.

DETTE NETTE ⁽⁶⁾

La dette nette au 30 juin 2014 est de 113,3 millions d'euros comparée à 179,5 millions d'euros au 30 juin 2013. Elle représente 0,2 fois la marge opérationnelle calculée sur 12 mois glissants.

DIVIDENDE

Le dividende de 0,48 euros par action au titre de l'exercice 2013, approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 14 mai 2014, a été versé le 21 mai 2014 pour un montant total de 107,3 millions d'euros.

NOTES

- (1) **Marge opérationnelle** = Chiffre d'affaires diminué des coûts directs d'exploitation (hors pièces détachées de maintenance) et des coûts commerciaux, généraux et administratifs
- (2) **Résultat d'exploitation** = Marge opérationnelle diminuée des dotations aux amortissements et provisions nettes, des pertes de valeur des goodwill, des pièces détachées de maintenance et des autres charges et produits opérationnels.
- (3) **Résultat financier** = Hors impact de charge d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires (-2,1 millions d'euros au premier semestre 2014 et -3,8 millions d'euros au premier semestre 2013). Le résultat financier au premier semestre 2013 est proforma et retraité de l'application rétrospective de la norme IFRS 11 sur les Partenariats (impact de 1,6 million d'euros sur les données semestrielles 2013 publiées en juillet 2013).
- (4) Le résultat des **sociétés mises en équivalence** au premier semestre 2013 est proforma et retraité de l'application rétrospective de la norme IFRS 11 sur les Partenariats (impact de 23,1 millions d'euros sur les données semestrielles 2013 publiées en juillet 2013)
- (5) **Cash-flow disponible** = Flux net des activités opérationnelles diminué des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, nettes des cessions
- (6) **Dette nette** = Dette nette de la trésorerie gérée diminuée des découverts bancaires excluant les impacts non-cash IAS 32 (dettes sur engagements de rachat de minoritaires) et incluant les impacts non-cash IAS 39 (sur la dette et les instruments financiers de couverture).

Le montant du premier semestre 2013 est proforma et retraité de l'application rétrospective de la norme IFRS 11 sur les Partenariats (impact de 89,3 millions d'euros sur les données semestrielles 2013 publiées en Juillet 2013).

DONNÉES AJUSTÉES

La norme IFRS 11, applicable depuis le 1^{er} janvier 2014, conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des sociétés sous contrôle conjoint.

Toutefois, afin de refléter la réalité opérationnelle du Groupe, les données opérationnelles des sociétés sous contrôle conjoint vont continuer d'être intégrées proportionnellement dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuient les dirigeants pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance.

En conséquence, conformément à IFRS 8, l'information sectorielle intégrée aux états financiers sera en ligne avec cette information interne, et la communication financière externe du Groupe s'appuiera donc sur cette information financière opérationnelle. L'information financière et les commentaires seront donc basés sur des données « ajustées » qui seront systématiquement réconciliées avec les états financiers IFRS. Pour le compte de résultat, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au résultat d'exploitation. Pour le tableau de flux de trésorerie, il s'agit de tous les agrégats jusqu'au cash-flow disponible.

Au premier semestre 2014, l'impact de la norme IFRS 11 sur nos agrégats ajustés est de :

- -153,7 millions d'euros sur le chiffre d'affaires ajusté (-155,9 millions d'euros au premier semestre 2013) ; le chiffre d'affaires IFRS est donc de 1 151,1 millions d'euros (1 107,6 millions d'euros au premier semestre 2013).
- -40,1 millions d'euros sur la marge opérationnelle ajustée (-47,4 millions d'euros au premier semestre 2013) ; la marge opérationnelle IFRS est donc de 223,4 millions d'euros (220,4 millions d'euros au premier semestre 2013).
- -30,0 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté avant charges de dépréciation (-35,6 millions d'euros au premier semestre 2013) ; le résultat d'exploitation IFRS est donc de 101,1 millions d'euros (103,9 millions d'euros au premier semestre 2013).
- -25,5 millions d'euros sur le résultat d'exploitation ajusté après charges de dépréciation (-35,6 millions d'euros au premier semestre 2013) ; le résultat d'exploitation IFRS est donc de 102,2 millions d'euros (103,6 millions d'euros au premier semestre 2013).
- +8,3 millions d'euros sur les investissements ajustés (4,3 millions d'euros au premier semestre 2013) ; les investissements IFRS sont donc de 62,7 millions d'euros (82,9 millions d'euros au premier semestre 2013).
- -16,0 millions d'euros sur le cash-flow disponible ajusté (-16,8 millions d'euros au premier semestre 2013) ; le cash-flow disponible IFRS est donc de 85,3 millions d'euros (45,4 millions d'euros au premier semestre 2013).

Une réconciliation complète entre les données IFRS et les données ajustées est disponible page 6 de ce document.

Déclarations de nature prévisionnelle

Ce document peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Ces déclarations ne sont pas des garanties quant à la performance future de la Société. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes, pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.

Ces risques et incertitudes incluent notamment les risques décrits dans le document de référence déposé par la Société auprès de l'Autorité des Marchés Financiers

Les investisseurs et les détenteurs de valeurs mobilières de la Société peuvent obtenir copie de ce document de référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sur le site web www.amf-france.org/ ou directement auprès de la Société sur le site www.jcdecaux.com.

La Société n'a pas l'obligation et ne prend pas l'engagement de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prévisionnelle.

RÉCONCILIATION ENTRE LES DONNÉES IFRS ET LES DONNÉES AJUSTÉES

Compte de résultat	S1 2014			S1 2013		
	M€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Chiffre d'affaires	1 304,8	-153,7	1 151,1	1 263,5	-155,9	1 107,6
Charges d'exploitation	-1 041,3	113,6	-927,7	-995,7	108,5	-887,2
Marge opérationnelle	263,5	-40,1	223,4	267,8	-47,4	220,4
Pièces détachées de maintenance	-18,7	0,6	-18,1	-18,0	0,5	-17,5
Amortissements et provisions (nets des reprises)	-120,6	9,4	-111,2	-116,8	9,4	-107,4
Autres produits et charges opérationnels	6,9	0,1	7,0	6,5	1,9	8,4
Résultat d'exploitation avant charges de dépréciation	131,1	-30,0	101,1	139,5	-35,6	103,9
Dépréciations d'actifs corporels et incorporels, hors goodwill ⁽¹⁾	-3,4	4,5	1,1	-0,3	-	-0,3
Résultat d'exploitation après charges de dépréciation	127,7	-25,5	102,2	139,2	-35,6	103,6

⁽¹⁾ Y compris dépréciation de l'actif net des sociétés sous contrôle conjoint

Tableau de flux de trésorerie	S1 2014			S1 2013		
	M€	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint	IFRS	Ajusté	Impact des sociétés sous contrôle conjoint
Flux opérationnels nets des coûts de maintenance	189,8	-6,0	183,8	180,8	-19,2	161,6
Variation du besoin en fonds de roulement	-17,5	-18,3	-35,8	-31,4	-1,9	-33,3
Flux nets des activités opérationnelles	172,3	-24,3	148,0	149,4	-21,1	128,3
Investissements	-71,0	8,3	-62,7	-87,2	4,3	-82,9
Cash-flow disponible	101,3	-16,0	85,3	62,2	-16,8	45,4

FAITS MARQUANTS DU 1^{ER} SEMESTRE 2014

Principaux contrats remportés

▪ **Belgique**

En janvier, JCDecaux SA a annoncé avoir remporté, à la suite d'un appel d'offres, le contrat pour l'exploitation exclusive des espaces publicitaires intérieurs et extérieurs sur et dans les véhicules ainsi que dans le métro de la STIB, la Société de Transport Intercommunaux de Bruxelles, pour une durée de 12 ans.

▪ **Pays-Bas**

En juin, JCDecaux SA a annoncé qu'il expérimentait, pour la première fois, l'intégration de 200 « small cells » 4G dans ses abribus à Amsterdam, en collaboration avec Vodafone Pays-Bas.

▪ **Allemagne**

En juillet, JCDecaux SA a annoncé avoir remporté, dans le cadre d'un appel d'offres européen, le contrat exclusif de 15 ans pour les abribus et les MUPI 2m² rétroéclairés de Cologne. Ce contrat prendra effet au 1er janvier 2015.

▪ **Etats Unis**

En janvier, JCDecaux SA a annoncé avoir remporté la concession publicitaire de l'aéroport intercontinental George Bush de Houston pour une durée de sept ans, assortie d'une option de prolongation de trois ans.

▪ **Sultanat d'Oman**

En février, JCDecaux SA a annoncé qu'à l'issue d'un appel d'offres, JCDecaux Oman avait signé un contrat de 10 ans pour la gestion exclusive de la publicité de l'aéroport international de Mascate et de l'aéroport de Salalah au Sultanat d'Oman.

Acquisitions et prises de participations

▪ **Eumex**

En mars, JCDecaux SA a annoncé avoir finalisé l'acquisition de 85 % d'Eumex, groupe spécialisé dans le mobilier urbain sur le continent latino-américain.

Avec 36 000 faces publicitaires et une présence dans 11 pays et 6 des 10 villes au plus fort PIB par habitant (São Paulo, Mexico, Buenos Aires, Santiago, Bogota et Monterrey), JCDecaux devient ainsi le numéro un de la communication extérieure en Amérique Latine.

▪ **CEMUSA**

En mars, JCDecaux SA a annoncé avoir signé un accord portant sur l'acquisition de 100 % de CEMUSA - filiale du groupe FCC dédiée à la communication extérieure – pour une valeur d'entreprise de 80 millions d'euros. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions réglementaires classiques et sa valeur finale donnera lieu à des ajustements classiques de dette nette et de quasi dette nette au closing.

▪ **MCDcaux**

En juin, a annoncé avoir acquis auprès de Mitsubishi Corporation 25 % des parts de MCDcaux, et en détenir désormais 85 %. JCDecaux détenait 60 % de MCDcaux depuis sa création en 2000. Mitsubishi Corporation reste présent au capital à hauteur de 15 % et continue à faire bénéficier MCDcaux de son soutien.

Autre fait marquant

En avril, JCDecaux SA a annoncé l'élargissement de son Directoire avec la nomination d'Emmanuel Bastide, en sa qualité de Directeur Général Asie de JCDecaux, et de Daniel Hofer qui rejoindra notre compagnie en qualité de Directeur Général Allemagne, Autriche, Europe Centrale et Orientale, et Asie Centrale. Ces deux nominations seront effectives au 1^{er} septembre 2014.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Veillez-vous référer à la partie correspondante dans les annexes aux comptes consolidés.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE PREMIER SEMESTRE

Pour le second semestre 2014, le Groupe reste soumis aux risques habituels et propres à son activité. Les principaux risques auxquels est confronté le Groupe sont décrits précisément dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document de Référence 2013 de JCDecaux (pages 222-225). En ce qui concerne le risque de marché, les notations de crédit sont présentées au paragraphe 5.4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Veillez-vous référer aux pages 9 à 13.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Veillez-vous référer aux pages 14 à 28.

DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Veillez-vous référer à la page 29.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

Veillez-vous référer aux pages 30 à 32.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

Actif

<i>En millions d'euros</i>		30/06/2014	31/12/2013 Retraité ⁽¹⁾
Goodwill	§ 5.1	1 163,1	1 125,4
Autres immobilisations incorporelles		304,7	270,1
Immobilisations corporelles		1 036,4	1 018,0
Titres mis en équivalence	§ 5.2	474,4	485,3
Investissements financiers		0,9	1,1
Autres actifs financiers		49,7	38,8
Impôts différés actif		20,6	20,2
Créances d'impôts sur les sociétés		1,3	1,2
Autres créances		34,9	32,9
ACTIFS NON COURANTS		3 086,0	2 993,0
Autres actifs financiers		5,0	16,3
Stocks		102,7	83,4
Instruments financiers dérivés	§ 5.4	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs		758,1	680,2
Créances d'impôts sur les sociétés		30,5	6,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	§ 5.4	41,2	40,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	§ 5.4	591,7	684,0
ACTIFS COURANTS		1 529,2	1 511,4
TOTAL DES ACTIFS		4 615,2	4 504,4

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

Passif

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2014	31/12/2013 Retraité ⁽¹⁾
Capital	3,4	3,4
Primes	1 061,6	1 052,3
Réserves consolidées	1 413,7	1 430,8
Résultat net part du Groupe	75,4	90,5
Autres éléments des capitaux propres	-46,1	-57,0
CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	2 508,0	2 520,0
Participations ne donnant pas le contrôle	-34,7	-38,8
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	§ 5.3 2 473,3	2 481,2
Provisions	245,9	229,4
Impôts différés passif	118,6	86,9
Dettes financières	§ 5.4 555,2	626,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	88,2	94,3
Autres créiteurs	14,4	15,5
Instruments financiers dérivés	§ 5.4 0,0	9,2
PASSIFS NON COURANTS	1 022,3	1 062,0
Provisions	35,4	35,0
Dettes financières	§ 5.4 165,3	77,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	38,4	30,2
Instruments financiers dérivés	§ 5.4 10,6	0,8
Fournisseurs et autres créiteurs	842,0	780,1
Passifs d'impôt exigible	12,8	25,4
Concours bancaires	§ 5.4 15,1	11,9
PASSIFS COURANTS	1 119,6	961,2
TOTAL DES PASSIFS	2 141,9	2 023,2
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 615,2	4 504,4

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE

COMPTE DE RÉSULTAT

		1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>En millions d'euros</i>			Retraité ⁽¹⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES		1 151,1	1 107,6
Coûts directs d'exploitation		-732,6	-705,2
Coûts commerciaux, généraux & administratifs		-195,1	-182,0
MARGE OPÉRATIONNELLE		223,4	220,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes		-110,1	-107,7
Perte de valeur des goodwill		0,0	0,0
Pièces détachées maintenance		-18,1	-17,5
Autres produits opérationnels		10,3	13,4
Autres charges opérationnelles		-3,3	-5,0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	§ 5.6	102,2	103,6
Produits financiers		4,9	4,6
Charges financières		-22,6	-20,3
RÉSULTAT FINANCIER ⁽²⁾	§ 5.7	-17,7	-15,7
Impôts sur les bénéfices	§ 5.8	-28,9	-27,2
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.9	25,3	30,0
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		80,9	90,7
Résultat des activités abandonnées		0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		80,9	90,7
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	§ 5.10	5,5	3,2
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		75,4	87,5
Résultat de base par action (en euros)		0,337	0,394
Résultat dilué par action (en euros)		0,335	0,394
Nombre moyen pondéré d'actions		223 808 614	222 167 435
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)		225 109 717	222 238 299

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Hors effet relatif aux puts, le résultat financier ressort à -15,6 millions d'euros sur le premier semestre 2014, contre -11,9 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE

		1er semestre 2014	1er semestre 2013
<i>En millions d'euros</i>			Retraité ⁽¹⁾
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		80,9	90,7
Écarts de conversion sur les opérations faites à l'étranger ⁽²⁾		16,1	-11,6
Écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger		0,3	-0,2
Couverture des flux de trésorerie		0,3	0,5
Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net ⁽³⁾		-0,1	0,0
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) ⁽⁴⁾		-5,5	2,9
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net		11,1	-8,4
Variation des écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi et plafonnement des actifs		-1,7	2,9
Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		0,5	-1,1
Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) ⁽⁴⁾		0,9	4,4
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net		-0,3	6,2
Total des autres éléments du résultat global		10,8	-2,2
RÉSULTAT GLOBAL		91,7	88,5
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle		5,4	3,5
RÉSULTAT GLOBAL - PART DU GROUPE		86,3	85,0

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Sur le premier semestre 2014, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger sont principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement 9,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, 3,5 millions d'euros sur l'Australie et 3,4 millions d'euros sur le Brésil.

Sur le premier semestre 2013, les écarts de conversion sur opérations faites à l'étranger étaient principalement liés à des variations de taux de change, dont principalement -5,6 millions d'euros sur l'Australie, -4,2 millions d'euros sur le Royaume-Uni, 3,3 millions d'euros sur Hong Kong et -1,9 million d'euros sur le Brésil.

(3) Sur le premier semestre 2014, les impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net sont liés aux écarts de conversion sur les investissements nets à l'étranger.

(4) Depuis les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013, l'impôt sur les autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence est netté sur les lignes « Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) ». Il était présenté antérieurement sur les lignes « Impôts sur les autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net » et « Impôts sur les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net ».

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2013

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère										Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres						Total Autres éléments			
				Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres				
Capitaux propres au 31 décembre 2012 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 021,3	1 519,1	-0,2	-0,1	27,3	0,9	-41,5	0,8	-12,8	2 531,0	-42,7	2 488,3
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	0,6	-0,6							0,0	0,0	0,7	0,7
Distributions de dividendes			-97,7							0,0	-97,7	-8,8	-106,5
Paievements en actions		1,5								0,0	1,5		1,5
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			10,1							0,0	10,1	7,7	17,8
Résultat de l'ensemble consolidé			87,5							0,0	87,5	3,2	90,7
Autres éléments du Résultat global				0,5		-9,2		6,2		-2,5	-2,5	0,3	-2,2
Résultat global	0,0	0,0	87,5	0,5	0,0	-9,2	0,0	6,2	0,0	-2,5	85,0	3,5	88,5
Autres			0,2							0,0	0,2	-0,1	0,1
Capitaux propres au 30 juin 2013 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 023,4	1 518,6	0,3	-0,1	18,1	0,9	-35,3	0,8	-15,3	2 530,1	-39,7	2 490,4

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux S.A suite à la remise d'actions gratuites et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(3) Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour -3,8 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

(4) Mouvements de périmètre suite principalement à la prise de participation de 24,9 % dans la société Ankiinder GmbH (Autriche) et à la cession sans perte de contrôle de 10 % de la société JCDecaux Korea (Corée du Sud).

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014

En millions d'euros	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère										Participations ne donnant pas le contrôle	Total	
	Capital	Primes d'émission	Réserves non distribuées	Autres éléments des capitaux propres						Total Autres éléments			
				Couverture des flux de trésorerie	Titres disponibles à la vente	Réserve de conversion	Réserve de réévaluation	Ecarts actuariels / plafonnement des actifs	Autres				
Capitaux propres au 31 décembre 2013 retraités ⁽¹⁾	3,4	1 052,3	1 521,3	-0,3	-0,1	-25,0	0,9	-33,3	0,8	-57,0	2 520,0	-38,8	2 481,2
Augmentation de capital ⁽²⁾	0,0	7,6	0,0							0,0	7,6	0,5	8,1
Distributions de dividendes			-107,3							0,0	-107,3	-6,6	-113,9
Paievements en actions		1,7								0,0	1,7		1,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires ⁽³⁾										0,0	0,0		0,0
Variations de périmètre ⁽⁴⁾			-0,4							0,0	-0,4	4,8	4,4
Résultat de l'ensemble consolidé			75,4							0,0	75,4	5,5	80,9
Autres éléments du Résultat global				0,3		10,9		-0,3		10,9	10,9	-0,1	10,8
Résultat global	0,0	0,0	75,4	0,3	0,0	10,9	0,0	-0,3	0,0	10,9	86,3	5,4	91,7
Autres			0,1							0,0	0,1		0,1
Capitaux propres au 30 juin 2014	3,4	1 061,6	1 489,1	0,0	-0,1	-14,1	0,9	-33,6	0,8	-46,1	2 508,0	-34,7	2 473,3

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Augmentation des primes d'émission chez JCDecaux S.A suite aux levées de stock-options et part des minoritaires dans les augmentations de capital des sociétés contrôlées.

(3) Les effets d'actualisation sont constatés en compte de résultat sur la ligne « Résultat de l'ensemble consolidé » en Participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat pour -2,1 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

(4) Mouvements de périmètre suite principalement à l'acquisition de 85 % du groupe Eumex (Amérique Latine) et à la prise de contrôle dans la société MCDcaux Inc. (Japon) par l'acquisition d'une participation complémentaire de 25 %.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

	1er semestre 2014	1er semestre 2013 Retraité ⁽¹⁾
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat net avant impôts	109,8	117,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	§ 5.9 -25,3	-30,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	31,5	26,4
Charges liées aux paiements en actions	1,7	1,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	108,6	106,0
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-5,5	-10,0
Charges nettes d'actualisation	5,5	7,3
Intérêts financiers nets	6,3	6,2
Dérivés financiers, résultat de change et autres	3,7	-7,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-35,8	-33,3
Variation des stocks	-12,7	-5,1
Variation des clients et autres créances	-43,5	-28,0
Variation des fournisseurs et autres dettes	20,4	-0,2
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	200,5	184,3
Intérêts financiers payés	-15,9	-7,7
Intérêts financiers reçus	4,2	5,0
Impôt sur le résultat payé	-40,8	-53,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	148,0	128,3
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-64,9	-94,3
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise ⁽²⁾	-50,9	-79,8
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-20,1	-7,4
Total Investissements	-135,9	-181,5
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	2,2	11,4
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	0,0	2,9
Cessions d'autres immobilisations financières	5,1	6,8
Total Désinvestissements	7,3	21,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-128,6	-160,4
Distribution mise en paiement	-113,9	-106,5
Décaissements sur acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle	-0,7	0,0
Remboursement d'emprunts à long terme	-18,8	-217,6
Remboursement de contrats de location financement	-2,5	-2,4
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de trésorerie	0,0	-40,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-135,9	-366,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	0,0	3,3
Augmentation des capitaux propres	8,1	0,7
Augmentation des emprunts à long terme	13,5	522,4
Dégagement de trésorerie (Financement)	21,6	526,4
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	-114,3	159,9
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-94,9	127,8
Trésorerie nette d'ouverture	672,1	375,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	-0,6	0,7
Trésorerie nette de clôture ⁽³⁾	576,6	504,0

(1) Voir paragraphe 2 « Changement de méthodes comptables ».

(2) Dont 1,8 million d'euros de trésorerie nette acquise sur le 1^{er} semestre 2014 contre -0,2 million d'euros sur le 1^{er} semestre 2013.

(3) Dont 591,7 millions d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et 15,1 millions d'euros de concours bancaires au 30 juin 2014 contre respectivement 512,4 millions d'euros et 8,4 millions d'euros au 30 juin 2013.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Sur le premier semestre 2014, JCDecaux a poursuivi sa stratégie de développement par croissance interne et externe.

En mars 2014, le Groupe a finalisé l'acquisition de 85 % d'Eumex, groupe spécialisé dans le mobilier urbain sur le continent latino-américain. Eumex opère dans 9 pays d'Amérique Latine et a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires publicitaire de l'ordre de 45 millions d'euros. Il est l'opérateur de mobilier urbain leader en Amérique Centrale, en Colombie et au Chili.

En mars 2014, le Groupe a signé un contrat portant sur l'acquisition de 100 % de Cemusa, filiale du groupe FCC dédiée à la communication extérieure. Cemusa opère en mobilier urbain et en transport dans 5 pays (Etats-Unis, Brésil, Espagne, Portugal et Italie) et a réalisé un chiffre d'affaires de 142 millions d'euros en 2013. La finalisation de la transaction est soumise aux conditions réglementaires classiques.

Les principaux partenariats et acquisitions sont détaillés au paragraphe 3.1 « Principaux mouvements de périmètre sur le premier semestre 2014 ».

1. MÉTHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Principes d'établissement des comptes du Groupe

Les états financiers consolidés résumés du premier semestre 2014, arrêtés par le Directoire du 28 juillet 2014, ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos au 31 décembre 2013, inclus dans le document de référence déposé à l'AMF, et sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

1.2. Principales méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes semestriels 2014 sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces dernières sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2013, à l'exception de l'application des nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants adoptés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- l'amendement à IAS 32 « Compensation des actifs/passifs financiers » ;
- les amendements relatifs aux dispositions transitoires à IFRS 10, 11 et 12 ;
- l'amendement à IAS 36 « Information à fournir relative à la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- l'amendement à IAS 39 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ».

Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 11 sont présentés au paragraphe 2. « Changement de méthodes comptables ». L'application des autres amendements et normes n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations suivants :

- Normes et amendements adoptés par l'Union Européenne mais dont l'application obligatoire est postérieure au 30 juin 2014 :
 - IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique ».

- Normes, amendements et interprétations non adoptés par l'Union Européenne :
 - IFRS 9 « Instruments financiers » et ses amendements ;
 - IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients » ;
 - les amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les modes d'amortissement acceptables » ;
 - l'amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » ;
 - les amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ;
 - les améliorations annuelles des IFRS : cycle 2010 - 2012 et cycle 2011 – 2013.

L'impact de ces normes et amendements est en cours d'analyse.

1.3. Modalités d'établissement des comptes semestriels

1.3.1. Impôts

La charge d'impôt du semestre est calculée et comptabilisée en impôt différé pour chaque pays sur la base d'un taux moyen effectif estimé calculé sur une base annuelle et appliqué au résultat semestriel avant impôts du pays. Cette estimation du taux moyen effectif tient compte le cas échéant de l'utilisation et de l'activation ou non de déficits reportables.

1.3.2. Tests de perte de valeur

Un indice de perte de valeur au 30 juin 2014 identifié en Ukraine en raison de la dégradation de la situation politique et économique a conduit le Groupe à procéder à un test de perte de valeur menant à une charge de dépréciation sur le semestre. En l'absence d'indices de perte de valeur sur les autres zones, et conformément aux dispositions d'IAS 36, le Groupe n'a pas procédé sur ces zones au test de perte de valeur sur les immobilisations corporelles, incorporelles ainsi que sur les goodwill et les titres mis en équivalence.

1.3.3. Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la provision pour avantages au personnel au 30 juin 2014 est de 4,30 % pour le Royaume-Uni et de 2,70 % pour la zone Euro (contre respectivement 4,50 % pour le Royaume-Uni et 3,30 % sur la zone Euro au 31 décembre 2013). Le taux d'actualisation des provisions pour démontage et des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est de 2,6 % comme au 31 décembre 2013.

2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés ont été retraités au 1^{er} janvier 2013 de la norme IFRS 11 « Partenariats » applicable au 1^{er} janvier 2014. L'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint antérieurement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Le périmètre de consolidation a ainsi été mis à jour : les sociétés dont la méthode de consolidation est l'intégration proportionnelle au §12.2 « Liste des sociétés consolidées » dans les annexes des états financiers annuels 2013, sont désormais consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les changements décrits ci-dessus ont les effets ci-après sur les différentes lignes du compte de résultat consolidé du premier semestre 2013, avec un effet nul sur le résultat net :

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre		1er semestre
	2013	Impact	2013
	Publié	IFRS 11	Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 263,5	-155,9	1 107,6
Coûts directs d'exploitation	-790,8	85,6	-705,2
Coûts commerciaux, généraux & administratifs	-204,9	22,9	-182,0
MARGE OPÉRATIONNELLE	267,8	-47,4	220,4
Dotations aux amortissements et provisions nettes	-117,1	9,4	-107,7
Perte de valeur des goodwill	0,0	0,0	0,0
Pièces détachées maintenance	-18,0	0,5	-17,5
Autres produits opérationnels	11,7	1,7	13,4
Autres charges opérationnelles	-5,2	0,2	-5,0
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	139,2	-35,6	103,6
Produits financiers	5,7	-1,1	4,6
Charges financières	-23,0	2,7	-20,3
RÉSULTAT FINANCIER	-17,3	1,6	-15,7
Impôts sur les bénéfices	-38,1	10,9	-27,2
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	6,9	23,1	30,0
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	90,7	0,0	90,7
Résultat des activités abandonnées	0,0	0,0	0,0
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	90,7	0,0	90,7
- Dont Participations ne donnant pas le contrôle	3,2	0,0	3,2
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	87,5	0,0	87,5
Résultat de base par action (en euros)	0,394	0,000	0,394
Résultat dilué par action (en euros)	0,394	0,000	0,394
Nombre moyen pondéré d'actions	222 167 435	222 167 435	222 167 435
Nombre moyen pondéré d'actions (dilué)	222 238 299	222 238 299	222 238 299

Les changements décrits ci-dessus ont un effet nul sur le total des autres éléments du résultat global du premier semestre 2013. Au sein des deux rubriques « Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net » et « Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net », les autres éléments du résultat global du premier semestre 2013 relatifs aux sociétés sous contrôle conjoint ont été reclassés sur les lignes « Part des autres éléments du résultat global dans les sociétés mises en équivalence (nette d'impôt) » pour respectivement 3,3 millions d'euros et 0,0 million d'euros.

Les changements décrits ci-dessus ont les effets détaillés ci-après au 31 décembre 2013 sur les différentes lignes de l'état de situation financière, avec un effet nul sur les capitaux propres :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2013 Publié	Impact IFRS 11	31/12/2013 Retraité
Goodwill	1 290,2	-164,8	1 125,4
Autres immobilisations incorporelles	301,0	-30,9	270,1
Immobilisations corporelles	1 105,1	-87,2	1 018,0
Titres mis en équivalence	174,2	311,1	485,3
Investissement financiers	1,2	0,0	1,1
Autres actifs financiers	32,4	6,4	38,8
Impôts différés actif	26,8	-6,6	20,2
Créances d'impôts sur les sociétés	1,2	0,0	1,2
Autres créances	56,3	-23,4	32,9
Actifs non courants	2 988,4	4,6	2 993,0
Autres actifs financiers	17,1	-0,8	16,3
Stocks	85,5	-2,1	83,4
Instruments financiers dérivés	0,0	0,0	0,0
Clients et autres débiteurs	777,5	-97,3	680,2
Créances d'impôts sur les sociétés	7,3	-0,5	6,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	40,7	0,0	40,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	744,1	-60,1	684,0
Actifs courants	1 672,2	-160,8	1 511,4
Total des Actifs	4 660,6	-156,2	4 504,4
Capital	3,4	0,0	3,4
Primes	1 052,3	0,0	1 052,3
Réserves consolidées	1 430,8	0,0	1 430,8
Résultat net part du Groupe	90,5	0,0	90,5
Autres éléments des capitaux propres	-57,0	0,0	-57,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	2 520,0	0,0	2 520,0
Participations ne donnant pas le contrôle	-38,8	0,0	-38,8
Total des Capitaux Propres	2 481,2	0,0	2 481,2
Provisions	238,7	-9,3	229,4
Impôts différés passif	90,7	-3,8	86,9
Dettes financières	663,1	-36,4	626,7
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	94,3	0,0	94,3
Autres créditeurs	15,7	-0,2	15,5
Instruments financiers dérivés	9,2	0,0	9,2
Passifs non courants	1 111,7	-49,7	1 062,0
Provisions	36,2	-1,2	35,0
Dettes financières	82,7	-4,9	77,8
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	30,2	0,0	30,2
Instruments financiers dérivés	2,7	-1,9	0,8
Fournisseurs et autres créditeurs	872,2	-92,1	780,1
Passifs d'impôt exigible	31,5	-6,1	25,4
Concours bancaires	12,2	-0,3	11,9
Passifs courants	1 067,7	-106,5	961,2
Total des Passifs	2 179,4	-156,2	2 023,2
Total des Capitaux Propres et des Passifs	4 660,6	-156,2	4 504,4

L'impact IFRS 11 sur la ligne « Titres mis en équivalence » s'entend hors élimination des titres. Le montant de situation nette des coentreprises au § 11 « Information sur les sociétés en intégration proportionnelle » dans les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2013, se lisait nette de cette élimination.

Les changements décrits ci-dessus sont également sans effet sur le montant des capitaux propres au 31 décembre 2012.

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de -38,6 millions d'euros sur la variation de la trésorerie nette dans le tableau des flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2013 qui se décompose comme suit :

	1er semestre 2013 Publié	Impact IFRS 11	1er semestre 2013 Retraité
<i>En millions d'euros</i>			
Résultat net avant impôts	128,8	-10,9	117,9
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	-6,9	-23,1	-30,0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	10,5	15,9	26,4
Charges liées aux paiements en actions	1,5	0,0	1,5
Dotations nettes aux amortissements et provisions	115,6	-9,6	106,0
Plus et moins-values de cession & résultat sur variations de périmètre	-8,1	-1,9	-10,0
Charges nettes d'actualisation	7,4	-0,1	7,3
Intérêts financiers nets	7,0	-0,8	6,2
Dérivés financiers, coût amorti et résultat de change	-7,1	-0,6	-7,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-31,4	-1,9	-33,3
Variation des stocks	-5,1	0,0	-5,1
Variation des clients et autres créances	-36,1	8,1	-28,0
Variation des fournisseurs et autres dettes	9,8	-10,0	-0,2
FLUX DE TRÉSORERIE ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	217,3	-33,0	184,3
Intérêts financiers payés	-9,5	1,8	-7,7
Intérêts financiers reçus	6,0	-1,0	5,0
Impôt sur le résultat payé	-64,4	11,1	-53,3
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	149,4	-21,1	128,3
Décaissements sur acquisitions d'immobilisations incorporelles & corporelles	-99,3	5,0	-94,3
Décaissements sur acquisitions de titres de participation nets de la trésorerie acquise	-60,6	-19,2	-79,8
Acquisitions d'autres immobilisations financières	-6,8	-0,6	-7,4
Total Investissements	-166,7	-14,8	-181,5
Encaissements sur cessions d'immobilisations incorporelles & corporelles	12,1	-0,7	11,4
Encaissements sur cessions de titres de participation nets de la trésorerie cédée	1,2	1,7	2,9
Cession d'autres immobilisations financières	6,8	0,0	6,8
Total Désinvestissements	20,1	1,0	21,1
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DES INVESTISSEMENTS	-146,6	-13,8	-160,4
Distribution mise en paiement	-106,5	0,0	-106,5
Remboursement d'emprunts à long terme	-215,7	-1,9	-217,6
Remboursement de contrats de location financement	-2,6	0,2	-2,4
Acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de trésorerie	-40,0	0,0	-40,0
Besoin de trésorerie (Financement)	-364,8	-1,7	-366,5
Encaissements sur cessions de titres de participation sans perte de contrôle	3,3	0,0	3,3
Augmentation des capitaux propres	0,7	0,0	0,7
Augmentation des emprunts à long terme	524,4	-2,0	522,4
Dégagement de trésorerie (Financement)	528,4	-2,0	526,4
FLUX DE TRÉSORERIE NETS ISSUS DU FINANCEMENT	163,6	-3,7	159,9
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	166,4	-38,6	127,8
Trésorerie nette d'ouverture	445,5	-70,0	375,5
Incidence des variations des cours des devises et autres mouvements	0,4	0,3	0,7
Trésorerie nette de clôture	612,3	-108,3	504,0

Les changements décrits ci-dessus ont un impact de 89,3 millions d'euros au 30 juin 2013 (85,7 millions d'euros au 31 décembre 2012) sur le montant de l'endettement financier net qui ressort à 179,5 millions d'euros au 30 juin 2013 (50,8 millions d'euros au 31 décembre 2012).

3. EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Principaux mouvements de périmètre sur le premier semestre 2014

Les principales variations de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2014 sont les suivantes :

Acquisitions

Le 7 mars 2014, JCD Latin America Investments Holding S.L a acquis 85 % d'Eumex, groupe spécialisé dans le mobilier urbain sur le continent latino-américain. Le groupe Eumex est consolidé en intégration globale.

Le 23 avril 2014, JCDecaux Mestsky Mobiliar Spol Sro a acquis les 50 % restants de la société JCDecaux - BigBoard AS (République Tchèque). Cette société antérieurement consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 50 % est désormais consolidée en intégration globale.

Le 24 avril 2014, JCDecaux Asie Holding a acquis une participation complémentaire de 25 % dans la société MCDcaux Inc. (Japon). Cette société antérieurement consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à 60 % est désormais consolidée en intégration globale.

3.2. Effets des acquisitions

Les prises de contrôle réalisées au cours du premier semestre 2014, qui portent principalement sur Eumex (Amérique Latine) et MCDcaux Inc. (Japon) ont eu les effets suivants sur les comptes consolidés du Groupe :

<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur comptabilisée à la date d'acquisition
Actifs non courants		89,6
Actifs courants		36,0
Total Actif		125,6
Passifs non courants		34,4
Passifs courants		57,4
Total Passif		91,8
Actif net à la juste valeur à 100%	(a)	33,8
- dont Participations ne donnant pas le contrôle	(b)	5,1
Contrepartie totale transférée	(c)	60,6
- dont prix d'acquisition ⁽¹⁾		53,4
- dont juste valeur de la quote-part antérieurement détenue		7,2
Goodwill⁽²⁾	=(c)-(a)+(b)	31,9
Prix d'acquisition		-53,4
Trésorerie nette acquise		1,8
Acquisitions de titres de participation sur l'exercice		-51,6

(1) Principalement lié à Eumex.

(2) L'option de calcul du goodwill complet n'a été retenue pour aucune des acquisitions.

Les valeurs d'actifs incorporels ainsi que les goodwill afférents à ces opérations sont déterminés de manière provisoire et sont susceptibles d'évoluer durant le délai nécessaire à la finalisation de l'affectation du goodwill qui peut s'étendre jusqu'à 12 mois après la date de prise de contrôle.

L'impact de ces acquisitions sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe est respectivement de 20,9 millions d'euros et de 0,2 million d'euros. L'impact complémentaire sur le chiffre d'affaires et le résultat net part du Groupe si ces acquisitions avaient été réalisées au 1er janvier 2014 serait une hausse de 8,1 millions d'euros du chiffre d'affaires et une baisse de 0,6 million d'euros du résultat net part du Groupe.

4. INFORMATION SECTORIELLE

Les données des coentreprises, sociétés sous contrôle conjoint, sont intégrées proportionnellement dans l'information sectorielle, telles que communiquées dans le reporting de gestion opérationnelle du Groupe, sur lequel s'appuie le Directoire, Principal Décideur Opérationnel (PDO), pour suivre l'activité, allouer les ressources et mesurer la performance. En conséquence, conformément à la norme IFRS 8, les données opérationnelles présentées ci-après, en ligne avec cette information interne, sont ajustées pour prendre en compte l'impact en proportionnel des coentreprises. Elles font l'objet d'une réconciliation avec les états financiers IFRS où l'application de la norme IFRS 11 conduit à retenir la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

4.1. Par secteur opérationnel

4.1.1. Sur le premier semestre 2014

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	597,6	483,1	224,1	1 304,8
Marge opérationnelle	177,8	70,7	15,0	263,5
Résultat d'exploitation	75,9	54,5	-2,7	127,7
Investissements corporels et incorporels nets	48,9	9,0	13,1	71,0

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 304,8	-153,7	1 151,1
Marge opérationnelle	263,5	-40,1	223,4
Résultat d'exploitation	127,7	-25,5	102,2
Investissements corporels et incorporels nets	71,0	-8,3	62,7

⁽¹⁾ Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -153,7 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -158,9 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au § 6. *Informations sur les coentreprises* – et +5,2 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises.

4.1.2. Sur le premier semestre 2013

L'information sectorielle relative aux secteurs opérationnels se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total des activités
Chiffre d'affaires	566,4	464,9	232,2	1 263,5
Marge opérationnelle	169,8	69,2	28,8	267,8
Résultat d'exploitation	68,5	52,0	18,7	139,2
Investissements corporels et incorporels nets	82,3	1,9	3,0	87,2

La réconciliation de ces données opérationnelles ajustées avec les données IFRS se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Chiffre d'affaires	1 263,5	-155,9	1 107,6
Marge opérationnelle	267,8	-47,4	220,4
Résultat d'exploitation	139,2	-35,6	103,6
Investissements corporels et incorporels nets	87,2	-4,3	82,9

⁽¹⁾ Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

L'impact de -155,9 millions d'euros de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté, se décompose en -161,0 millions d'euros de chiffre d'affaires réalisé par les coentreprises – dont le détail est donné au § 6. *Informations sur les coentreprises* – et +5,1 millions d'euros de part non éliminée sous IFRS 11 de chiffres d'affaires inter-compagnies réalisé par des sociétés contrôlées avec des coentreprises.

4.2. Par zone géographique

4.2.1. Sur le premier semestre 2014

L'information par zone géographique se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	France	Asie- Pacifique	Royaume- Uni	Reste du monde	Amerique du Nord	Total des zones
Chiffre d'affaires	362,1	304,2	286,6	150,6	124,8	76,5	1 304,8

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté de 1 304,8 millions d'euros est de -153,7 millions d'euros, ramenant le chiffre d'affaires IFRS à 1 151,1 millions d'euros.

4.2.2. Sur le premier semestre 2013

<i>En millions d'euros</i>	Europe ⁽¹⁾	France	Asie- Pacifique	Royaume- Uni	Reste de monde	Amérique du Nord	Total des zones
Chiffre d'affaires	356,3	299,9	279,4	143,9	98,0	86,0	1 263,5

(1) Hors France et Royaume-Uni.

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur le chiffre d'affaires ajusté de 1 263,5 millions d'euros est de -155,9 millions d'euros, ramenant le chiffre d'affaires IFRS à 1 107,6 millions d'euros.

4.3. Autres informations

La réconciliation du cash-flow disponible ajusté avec les données IFRS sur le 1^{er} semestre 2014 se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Données ajustées	Impact des coentreprises ⁽¹⁾	Données IFRS
Flux de trésorerie nets issus des activités opérationnelles	172,3	-24,3	148,0
- Dont Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-17,5	-18,3	-35,8
Investissements corporels et incorporels nets	-71,0	8,3	-62,7
Cash-Flow Disponible	101,3	-16,0	85,3

(1) Impact du passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises.

5. COMMENTAIRES SUR L'ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE

5.1. Goodwill

Les goodwill passent de 1 125,4 millions d'euros au 31 décembre 2013 à 1 163,1 millions d'euros au 30 juin 2014, soit une augmentation de 37,7 millions d'euros liée principalement aux goodwill générés par les variations de périmètre détaillées au paragraphe 3.2 « Effets des acquisitions ».

5.2. Titres mis en équivalence

Au 30 juin 2014, les titres mis en équivalence représentent 474,4 millions d'euros contre 485,3 millions d'euros au 31 décembre 2013. Le montant des titres mis en équivalence des coentreprises s'élève à 299,9 millions d'euros au 30 juin 2014 (contre 311,1 millions d'euros au 31 décembre 2013), et le montant des titres mis en équivalence des sociétés sous influence notable s'élève à 174,5 millions d'euros au 30 juin 2014 (contre 174,2 millions d'euros au 31 décembre 2013).

5.3. Capitaux propres

Au 30 juin 2014, le capital s'établit à 3 412 674,05 euros divisé en 223 856 582 actions de même catégorie et entièrement libérées.

Rapprochement entre le nombre d'actions en circulation au 1er janvier 2014 et au 30 juin 2014 :

Nombre d'actions en circulation au 1 ^{er} janvier 2014	223 486 855
Emission d'actions suite aux levées d'options	369 727
Nombre d'actions en circulation au 30 juin 2014	223 856 582

Le 17 février 2014, 780 392 options de souscription d'actions ont été attribuées, au prix d'exercice de 31,69 euros. La charge relative à tous les plans en cours s'élève à 1,7 million d'euros sur le premier semestre 2014.

L'Assemblée Générale du 14 mai 2014 a décidé le versement d'un dividende de 0,48 euro pour chacune des 222 486 855 actions composant le capital social au 31 décembre 2013. Cette distribution est soumise au paiement de la taxe de 3 % sur les dividendes enregistrée en impôts au compte de résultat.

5.4. Endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2014			31/12/2013 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	165,3	555,2	720,5	77,8	626,7	704,5
Instruments financiers dérivés actifs			0,0			0,0
Instruments financiers dérivés passifs	10,6		10,6	0,8	9,2	10,0
Instruments financiers de couverture (2)	10,6	0,0	10,6	0,8	9,2	10,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	591,7		591,7	684,0		684,0
Concours bancaires	-15,1		-15,1	-11,9		-11,9
Trésorerie nette (3)	576,6	0,0	576,6	672,1	0,0	672,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie (*) (4)	41,2	0,0	41,2	40,7		40,7
Dette financière nette (hors engagements de rachat de minoritaires) (5)=(1)+(2)-(3)-(4)	-441,9	555,2	113,3	-634,2	635,9	1,7

(*) Les actifs financiers de gestion de trésorerie sont des placements qui ont les caractéristiques d'équivalents de trésorerie mais qui ne respectent pas strictement les critères de qualification d'équivalents de trésorerie définis par la norme IAS 7.

Du fait de la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle sous la norme IFRS 11, les prêts liés aux sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle ne sont plus retraités de la dette financière nette.

L'impact de la revalorisation à la juste valeur du fait des couvertures et du coût amorti est le suivant (retraitements IAS 39) :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2014			31/12/2013 Retraité		
	Part courante	Part non courante	Total	Part courante	Part non courante	Total
Dette financière brute au bilan (1)	165,3	555,2	720,5	77,8	626,7	704,5
Impact du coût amorti		6,3	6,3		6,2	6,2
Impact de la couverture de juste valeur	9,5		9,5		9,1	9,1
Revalorisation IAS 39 (2)	9,5	6,3	15,8	0,0	15,3	15,3
Dette financière économique (3)=(1)+(2)	174,8	561,5	736,3	77,8	642,0	719,8

La dette financière du Groupe comprend principalement un emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis en février 2013 à échéance février 2018, porté par JCDecaux SA.

Par ailleurs, JCDecaux SA dispose d'une ligne de crédit revolving confirmée d'échéance février 2019 pour un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne est non tirée au 30 juin 2014.

Les sources de financement de JCDecaux SA sont confirmées, mais certaines imposent le respect de « covenants », calculés sur la base des comptes consolidés.

Au 30 juin 2014, JCDecaux SA respecte les « covenants » sur ses dettes avec des ratios très éloignés des limites requises.

JCDecaux SA est notée « Baa2 » par Moody's et « BBB » par Standard and Poor's (la dernière note de Moody's datant du 22 mai 2014, et celle de Standard and Poor's du 14 mai 2014), chacune de ces notes étant assortie d'une perspective stable.

5.5. Tableau des actifs et passifs financiers par catégorie

		30/06/2014						
<i>En millions d'euros</i>		Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti net	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)	(2)						0,0	0,0
Investissements financiers	(3)			0,9			0,9	0,9
Autres actifs financiers					54,7		54,7	54,7
Clients et créances diverses (non courant)	(4)				1,2		1,2	1,2
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)	(4)				653,6		653,6	653,6
Trésorerie		182,9					182,9	182,9
Equivalents de trésorerie	(1)	408,8					408,8	408,8
Actifs financiers de gestion de trésorerie	(2)	41,2					41,2	41,2
Total des actifs financiers		632,9	0,0	0,9	709,5	0,0	1 343,3	1 343,3
Dettes financières						-720,5	-720,5	-720,2
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	(3)	-126,6					-126,6	-126,6
Instruments financiers dérivés (passif)	(2)	-10,6					-10,6	-10,6
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	(4)	-0,9				-559,3	-560,2	-560,2
Autres créiteurs (non courant)	(4)					-10,7	-10,7	-10,7
Concours bancaires		-15,1					-15,1	-15,1
Total des passifs financiers		-153,2	0,0	0,0	0,0	-1 290,5	-1 443,7	-1 443,4

- (1) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs financiers se réfère à des prix cotés sur un marché actif pour 0,3 million d'euros (Catégorie de Niveau 1 selon IFRS 13 (§93a et b)) et fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables pour 408,5 millions d'euros (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (2) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché observables (Catégorie de Niveau 2 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (3) L'évaluation de la juste valeur de ces actifs et passifs financiers fait appel à des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (Catégorie de Niveau 3 selon IFRS 13 (§93a et b)).
- (4) Les dettes et créances fiscales et sociales, les avances et acomptes, les produits constatés d'avance et les charges constatées d'avance, qui ne répondent pas à la définition d'un actif ou passif financier au sens d'IAS 32 sont exclus de ces postes.

31/12/2013 Retraité

<i>En millions d'euros</i>	Juste valeur par le résultat	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Total valeur nette comptable	Juste valeur
Instruments financiers dérivés (actif)						0,0	0,0
Investissements financiers			1,1			1,1	1,1
Autres actifs financiers				55,1		55,1	55,1
Clients et créances diverses (non courant)				0,3		0,3	0,3
Clients, créances diverses et autres créances d'exploitation (courant)				591,3		591,3	591,3
Trésorerie	183,9					183,9	183,9
Equivalents de trésorerie	500,1					500,1	500,1
Actifs financiers de gestion de trésorerie	40,7					40,7	40,7
Total des actifs financiers	724,7	0,0	1,1	646,7	0,0	1 372,5	1 372,5
Dettes financières					-704,5	-704,5	-704,4
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	-124,5					-124,5	-124,5
Instruments financiers dérivés (passif)	-9,7	-0,3				-10,0	-10,0
Fournisseurs, autres dettes et autres dettes d'exploitation (courant)	-0,6				-521,9	-522,5	-522,5
Autres créditeurs (non courant)					-11,8	-11,8	-11,8
Concours bancaires	-11,9					-11,9	-11,9
Total des passifs financiers	-146,7	-0,3	0,0	0,0	-1 238,2	-1 385,2	-1 385,1

5.6. Résultat d'exploitation

Au cours du premier semestre 2014, le résultat d'exploitation s'élève à 102,2 millions d'euros contre 103,6 millions d'euros sur le premier semestre 2013 malgré l'amélioration de la marge opérationnelle. Les autres charges d'exploitation nettes augmentent du fait principalement d'une hausse des dotations aux amortissements. Ce poste comprend une reprise de provisions pour perte à terminaison de 1,1 million d'euros sur le premier semestre 2014 contre une charge de dépréciation nette de reprise de -0,3 million d'euros sur le premier semestre 2013.

5.7. Résultat financier

Au cours du premier semestre 2014, le résultat financier s'élève à -17,7 millions d'euros contre -15,7 millions d'euros sur le premier semestre 2013. Cette diminution est due principalement à la dégradation du résultat de change compensée partiellement par la baisse des charges d'actualisation.

5.8. Impôts sur les bénéfices

Au cours du premier semestre 2014, le Groupe enregistre une charge d'impôt de 28,9 millions d'euros contre une charge d'impôt de 27,2 millions d'euros sur le premier semestre 2013, soit une augmentation de 1,7 million d'euros liée principalement à une augmentation du résultat des pays au taux effectif d'impôt élevé. Le taux effectif d'impôt avant dépréciation des goodwill et prise en compte de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est de 34,2 % sur le premier semestre 2014 contre 30,9 % sur le premier semestre 2013. Retraité de l'effet d'actualisation des dettes sur engagements de rachat de minoritaires, le taux effectif d'impôt est de 33,4 % sur le premier semestre 2014 contre 29,7 % sur le premier semestre 2013.

5.9. Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence

Au cours du premier semestre 2014 la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence sous influence notable s'élève à 9,5 millions d'euros contre 6,9 millions d'euros sur le premier semestre 2013, et la quote-part dans les résultats des coentreprises mises en équivalence s'élève à 15,8 millions d'euros sur le premier semestre 2014 contre 23,1 millions d'euros sur le premier semestre 2013. Ce poste comprend une perte de valeur des coentreprises mises en équivalence en Ukraine à hauteur de 4,5 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

5.10. Participations ne donnant pas le contrôle

La part des minoritaires dans le résultat est de 5,5 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 3,2 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette augmentation est liée principalement à la baisse des charges d'actualisation des dettes sur engagement de rachat de minoritaires.

6. INFORMATIONS SUR LES COENTREPRISES

Les informations relatives aux coentreprises ci-après sont données en application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir dans les intérêts détenus dans d'autres entités ». Elles sont regroupées par activité, l'information par société conduisant à donner des informations confidentielles sur la rentabilité des contrats.

6.1. Eléments de compte de résultat

6.1.1. Sur le premier semestre 2014

6.1.1.1. Résultat net

Le résultat net du premier semestre 2014 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés du premier semestre 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	13,2	45,1	-20,2	38,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-6,8	-25,9	14,9	-17,8
Perte de valeur des titres mis en équivalence			-4,5	-4,5
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	6,4	19,2	-9,8	15,8

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.1.1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2014 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	48,9
Transport	204,6
Affichage	114,6
Total ⁽¹⁾	368,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-208,5
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-0,7
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires consolidé	158,9

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.1.1.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat du premier semestre 2014 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Chiffre d'affaires	48,9	204,6	114,6
Dotations aux amort. & provisions nettes	-2,7	-8,2	-15,0
Coût de l'endettement net	0,0	1,1	-10,2
Impôt sur les bénéfices	-4,3	-10,8	0,1

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.1.2. Sur le premier semestre 2013

6.1.2.1. Résultat net

Le résultat net du premier semestre 2013 des coentreprises et le rapprochement avec le compte de résultat des comptes consolidés du premier semestre 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Résultat net ⁽¹⁾	12,4	40,9	11,0	64,3
Impact de l'application du pourcentage de détention	-6,3	-24,8	-10,1	-41,2
Perte de valeur des titres mis en équivalence				0,0
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	6,1	16,1	0,9	23,1

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.1.2.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 des coentreprises et le rapprochement avec leur contribution au chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Chiffre d'affaires
Mobilier Urbain	51,5
Transport	203,1
Affichage	136,9
Total ⁽¹⁾	391,5
Impact de l'application du pourcentage de détention	-229,7
Elimination des transactions inter-activités & avec sociétés contrôlées	-0,8
Contribution des coentreprises au chiffre d'affaires consolidé	161,0

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.1.2.3. Autres éléments du compte de résultat

Les autres éléments de compte de résultat du premier semestre 2013 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Chiffre d'affaires	51,5	203,1	136,9
Dotations aux amort. & provisions nettes	-3,6	-8,3	-11,0
Coût de l'endettement net	0,0	1,4	-5,8
Impôt sur les bénéfices	-7,5	-14,6	-5,5

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.2. Eléments de l'état de situation financière

6.2.1. Au 30 juin 2014

6.2.1.1. Situation nette

La situation nette ⁽¹⁾ au 30 juin 2014 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 30 juin 2014 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actif non courant	77,6	75,2	255,4	408,2
Actif courant	84,6	308,7	95,3	488,6
Passif non courant	-16,6	-18,7	-152,4	-187,7
Passif courant	-50,8	-162,6	-143,5	-356,9
Situation nette	94,8	202,6	54,8	352,2
Impact de l'application du pourcentage de détention	-47,5	-117,8	-31,0	-196,3
Perte de valeur des titres mis en équivalence	0,0	-0,5	-10,4	-10,9
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	9,2	67,0	78,7	154,9
Titres mis en équivalence	56,5	151,3	92,1	299,9

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.2.1.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette nette de l'état de situation financière au 30 juin 2014 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette des découverts bancaires	-0,1	156,6	29,2
Dettes financières non courantes	-0,7	-1,0	-147,7
Dettes financières courantes	-9,1	-3,2	-26,1

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.2.2. Au 31 décembre (Retraité) 2013

6.2.2.1. Situation nette

La situation nette ⁽¹⁾ au 31 décembre 2013 des coentreprises et le rapprochement avec l'état de situation financière des comptes consolidés au 31 décembre 2013 sont les suivants :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage	Total
Actif non courant	105,5	82,0	204,9	392,4
Actif courant	79,3	262,4	147,5	489,2
Passif non courant	-18,8	-9,6	-156,3	-184,7
Passif courant	-70,0	-158,0	-113,8	-341,8
Situation nette	96,0	176,8	82,3	355,1
Impact de l'application du pourcentage de détention	-47,4	-97,5	-50,2	-195,1
Perte de valeur des titres mis en équivalence	0,0	-0,5	-5,9	-6,4
Goodwill & élimination des titres détenus par des coentreprises	9,3	67,8	80,4	157,5
Titres mis en équivalence	57,9	146,6	106,6	311,1

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.2.2.2. Autres éléments de l'état de situation financière

Les éléments de dette nette de l'état de situation financière au 31 décembre 2013 caractéristiques des coentreprises sont les suivants ⁽¹⁾ :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Trésorerie et équivalents de trésorerie nette des découverts bancaires	-6,6	128,9	30,9
Dettes financières non courantes	-1,0	-2,3	-152,7
Dettes financières courantes	-21,2	-3,2	-26,0

⁽¹⁾ Données aux normes IFRS à 100 % avant élimination des transactions réalisées entre les différentes activités et avant élimination des transactions avec les sociétés contrôlées.

6.3. Autres éléments

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur le premier semestre 2014 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	7,4	13,2	0,2

Le montant des dividendes reçus des coentreprises se décompose comme suit sur le premier semestre 2013 :

<i>En millions d'euros</i>	Mobilier Urbain	Transport	Affichage
Dividendes reçus	6,3	6,2	3,4

7. COMMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS HORS-BILAN

L'application de la norme IFRS 11 se traduit par la non prise en compte des engagements des coentreprises et ramène ainsi le montant des engagements d'achat d'immobilisations, d'une part et des loyers, baux, redevances fixes et minima garantis, d'autre part, à respectivement 233 millions d'euros et 3,7 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Par rapport aux données comparatives 2013 ainsi retraitées le total de ces engagements ne varie pas de façon significative au 30 juin 2014.

La ligne de crédit revolving confirmée de JCDecaux SA d'un montant de 600 millions d'euros est non tirée au 30 juin 2014.

8. INFORMATION SUR LES PARTIES LIÉES

L'impact de la norme IFRS 11 (passage de la méthode de l'intégration proportionnelle à la méthode de la mise en équivalence des coentreprises) sur les transactions réalisées avec les coentreprises se traduit par une augmentation des prêts de 14,4 millions d'euros, des créances de 10,3 millions d'euros, des emprunts de 5,8 millions d'euros et des dettes de 4,4 millions d'euros au bilan du 31 décembre 2013 et par une augmentation des produits d'exploitation de 15,6 millions d'euros, des charges d'exploitation de 1,9 million d'euros et des produits financiers de 0,6 million d'euros au compte de résultat 2013.

Par rapport aux données comparatives 2013 ainsi retraitées, les relations entre le Groupe et les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport à l'exercice 2013. Les transactions réalisées avec les parties liées au compte de résultat sont similaires à celles du premier semestre 2013.

9. EVENEMENTS SUBSEQUENTS

Aucun événement subséquent significatif n'a été identifié.

**DÉCLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du Groupe JCDecaux, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. »

Jean-Charles Decaux
Président du Directoire et Codirecteur Général

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

JCDecaux S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
CS 50034
92923 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

JCDecaux S.A.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société JCDecaux S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des états financiers consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Changement de méthodes comptables » de l'annexe aux états financiers consolidés intermédiaires résumés qui expose les effets de l'application de la norme IFRS 11 « Partenariats » sur les états financiers consolidés de la société JCDecaux S.A.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les états financiers consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, le 30 juillet 2014

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Jacques Pierre

Gilles Puissochet